

# Agriculture mondiale: horizon 2015/2030

## Rapport abrégé





# Avant-propos

Ce rapport résume les conclusions principales de l'étude *World agriculture: towards 2015/2030* de la FAO, qui met à jour et élargit l'étude *Agriculture mondiale: horizon 2010*, publiée en 1995. Il examine l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation (pêches et forêts comprises) dans le monde jusqu'en 2015 et 2030. Il présente les perspectives mondiales à long terme de leur commerce et de leur développement durable et se penche sur les problèmes allant toucher ces domaines au cours des trois prochaines décennies.


Pour évaluer les perspectives de progrès en matière de sécurité alimentaire et de durabilité, il a fallu analyser de nombreux facteurs qui y concourent, allant des questions générales concernant les conditions économiques et du commerce international, à la pauvreté des zones rurales et à la situation présente et future des ressources et des technologies agricoles. L'étude conclut que, parmi les nombreux éléments analysés, c'est le développement de la production alimentaire dans les pays à faible revenu et largement tributaires de l'agriculture en matière d'emploi et de revenus qui est le facteur prédominant du progrès ou de l'échec de l'amélioration de leur sécurité alimentaire.

L'étude avait pour but de décrire l'avenir tel qu'il sera probablement, et non tel qu'il devrait être. Ses conclusions, par conséquent, ne devront pas être considérées comme des objectifs stratégiques de la FAO. Elles devront plutôt sensibiliser les lecteurs aux mesures à prendre pour résoudre les problèmes risquant de durer et combattre ceux qui se feront jour. Ces conclusions pourront orienter les politiques correctives et suggérer des priorités pour les années à venir, au niveau national et international.

Le monde dans son ensemble a progressé en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, comme l'indique l'augmentation considérable des disponibilités alimentaires par habitant notée au niveau de la planète et pour une grande proportion de la population du monde en développement. Mais comme le laissait prévoir l'étude de 1995, les progrès ont été lents et irréguliers. De nombreux pays et groupes de population, en effet, n'ont pas réussi à progresser et certains ont même vu empirer une situation déjà fragile. Comme il est noté dans le dernier numéro (2001) du rapport de la FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, l'humanité est toujours confrontée à la cruelle réalité de la sous-alimentation chronique qui affecte plus de 800 millions de personnes, dont l'écrasante majorité se trouve dans le monde en développement: 17 pour cent de la population des pays en développement est sous-alimentée, et cette proportion monte jusqu'à 34 pour cent en Afrique subsaharienne, encore plus dans certains pays pris individuellement.

Selon la présente étude, un tel déséquilibre continuera malheureusement à caractériser une bonne partie de ce siècle. L'étude prévoit que, malgré des progrès sensibles de la sécurité alimentaire et de la nutrition attendus d'ici 2015, dus principalement à l'augmentation de la production intérieure, mais aussi à une croissance supplémentaire des importations d'aliments, la réduction de moitié du nombre des personnes sous-alimentées, objectif du Sommet mondial de l'alimentation, est loin d'être en cours de réalisation pour 2015 et risque même de ne pas être atteinte en 2030.

D'ici l'année 2015, les disponibilités alimentaires par personne auront augmenté et l'incidence de la sous-alimentation aura encore diminué dans la plupart des régions en développement. En l'absence d'une action concertée de tous les intervenants, cependant, certaines parties d'Asie du Sud-Est risquent d'être encore en position



précaire, et la plus grande partie de l'Afrique subsaharienne ne sera probablement pas mieux nantie, et risque même d'être en position pire qu'à présent. Le monde doit donc se préparer à lancer des interventions répétées devant les conséquences des crises alimentaires locales et à continuer sa lutte pour une résorption permanente de leurs causes profondes. A moins d'amélioration radicale du développement global des pays plus affectés, et surtout de lutte concertée en faveur de la réduction de la pauvreté et de la faim, le monde ne se débarrassera pas des problèmes les plus pressants d'insécurité alimentaire. Progresser vers cet objectif dépend de nombreux facteurs, et particulièrement de la volonté politique et de la mobilisation de ressources supplémentaires. Avec le recul, on se rend compte du rôle crucial tenu par l'agriculture dans le développement global d'un pays, particulièrement lorsqu'une grande partie de la population en dépend pour son emploi et ses revenus.

L'étude prévoit également que l'échange des produits agricoles jouera un rôle plus important, non seulement pour répondre aux besoins alimentaires des pays en développement mais aussi en tant que source de devises. Les importations nettes de céréales par les pays en développement vont presque tripler au cours des 30 prochaines années, et il se peut que leurs importations nettes de viande soient presque multipliées par cinq. En ce qui concerne d'autres produits, toutefois, comme le sucre, le café, les fruits et légumes, l'étude voit une augmentation du potentiel d'exportation des pays en développement. La réalisation de ce potentiel dépend de nombreux facteurs, notamment des progrès réalisés au cours du cycle actuel de négociations commerciales multilatérales. Les agriculteurs des pays en développement pourraient tirer un fort avantage de la réduction des entraves au commerce international dans tous les secteurs, et pas seulement l'agriculture. Dans beaucoup de pays riches en ressources mais pauvres par ailleurs, une agriculture davantage exportatrice pourrait s'avérer une arme efficace contre la pauvreté rurale et devenir par conséquent un catalyseur de la croissance générale. Mais l'étude attire aussi l'attention sur les difficultés considérables qui pourraient s'abattre sur les pays manquant de ressources, et qui auraient à faire face à l'augmentation des prix de leurs importations considérables sans grande capacité d'augmentation de leur production.

Il se dégage des nombreuses études qui ont évalué les impacts de la libéralisation des échanges que la réduction des entraves au commerce ne réussirait sans doute pas à elle seule à profiter aux pays en développement. Dans beaucoup de ces pays, l'agriculture a souffert non seulement des obstacles au commerce international et des subventions accordées à l'étranger, mais aussi de la négligence des orientations politiques intérieures. Les producteurs des pays en développement ne pourront sans doute pas tirer un grand avantage de la libéralisation des échanges s'ils n'opèrent pas dans un environnement économique leur permettant de répondre aux stimulants représentés par des prix internationaux plus élevés et plus stables. Il pourra être utile de prendre un certain nombre de mesures d'accompagnement, à mettre en œuvre parallèlement aux actions de réduction des entraves au commerce, et qui pourront comprendre la suppression du parti pris intérieur contre l'agriculture, des investissements pour relever la qualité des produits jusqu'au niveau exigé à l'étranger, et des efforts d'amélioration de la productivité et de la compétitivité dans tous les marchés. Des investissements dans les transports et les communications, les infrastructures, et les installations de commercialisation, de stockage et de traitement, ainsi que des programmes visant à améliorer la qualité et la salubrité des produits, pourraient être particulièrement importants, ces derniers étant destinés non seulement à élargir l'accès aux marchés extérieurs mais aussi à réduire l'incidence des maladies d'origine alimentaire affectant les populations locales.

En ce qui concerne la durabilité de la production, l'étude rassemble les évaluations les plus récentes des données concernant les ressources agricoles des pays en

développement, leur utilisation actuelle et leur disponibilité dans l'avenir pour répondre aux besoins futurs. Une même analyse est appliquée aux secteurs des pêches et des forêts. L'étude évalue l'étendue et l'intensité probables de l'utilisation des ressources au cours des 30 prochaines années, et conclut que les pressions subies par ces ressources, surtout celles qui sont déjà vulnérables à la dégradation, continueront à s'accroître, mais plus lentement qu'autrefois.







Les pressions qui menacent principalement la durabilité sont probablement celles qui proviennent de la pauvreté rurale, du fait que de plus en plus d'habitants tentent péniblement de gagner leur vie en tirant parti de ressources en diminution. Quand les ressources qui soutiennent le développement sont fragiles et limitées, et que les chances d'introduction de meilleures technologies et pratiques sont faibles, on peut craindre l'installation d'un cercle vicieux de pauvreté et de dégradation des ressources. La dégradation de l'environnement entraînée par la pauvreté ne sera probablement pas enrayée avant que le développement de la lutte contre la pauvreté ait considérablement réduit la dépendance des populations et des pays à l'égard de l'exploitation des ressources agricoles. Il existe un grand potentiel d'amélioration dans cette direction, et l'étude explore une gamme d'options technologiques et stratégiques à ce propos. Leur adoption pourrait entraîner un allègement des pressions sur les ressources agricoles mondiales à long terme, et une croissance minime des pressions subies par l'environnement du fait de l'agriculture.

En conclusion, je tiens à souligner de nouveau l'importance d'une production alimentaire locale durable et du développement rural dans son ensemble dans les pays à faible revenu. La plupart de ces pays sont largement tributaires de l'agriculture en matière d'emploi et de revenus. L'agriculture est souvent un élément critique de leur stratégie d'amélioration de la sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté. C'est pour cette raison que le *Cadre stratégique de la FAO 2000-2015* a accordé une priorité élevée au développement agricole et rural durable.



Jacques Diouf  
Directeur général  
Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture

# Table des matières

Remerciements	viii	
A propos de ce rapport	ix	
Résumé analytique	1	
Aperçu des projections	9	
<b>Les perspectives à long terme</b>	<b>11</b>	
Perspectives agricoles	11	
Perspectives de l'alimentation et de la nutrition	14	
<b>L'alimentation et l'agriculture dans le contexte national et international</b>	<b>21</b>	
La pauvreté et l'agriculture	21	
Le commerce international et la mondialisation	24	
<b>Perspectives par grand secteur</b>	<b>32</b>	
Production végétale	32	
Terre, eau et rendements des cultures	38	
Le rôle de la technologie	50	
L'élevage: l'intensification et ses risques	58	
Vers une foresterie durable	64	
La pêche au niveau mondial: options pour l'avenir	70	
<b>Perspectives pour l'environnement</b>	<b>75</b>	
L'agriculture et l'environnement	75	
L'agriculture et le changement climatique	78	
Appendice 1: Pays et produits inclus dans l'étude	83	
Appendice 2: Tableaux statistiques	86	
Sources des données	96	
Sigles et abréviations	97	



# Remerciements

Ce rapport abrégé, tiré du rapport technique intégral du même titre (*World agriculture: towards 2015/2030*), a été rédigé pour l'essentiel par Paul Harrison. Le rapport intégral est le résultat d'une collaboration entre la plupart des divisions techniques de la FAO. Il a été préparé par une équipe dirigée par Jelle Bruinsma sous la supervision générale de Hartwig de Haen, Assistant directeur général, Département économique et social. L'équipe de base se composait de Nikos Alexandratos, Josef Schmidhuber, Gerold Bödeker et Maria-Grazia Ottaviani.

En plus des membres de l'équipe de base, les membres du personnel de la FAO et les consultants suivants (cités par ordre alphabétique) ont apporté des contributions techniques et préparé la version préliminaire de certaines sections ou de chapitres du rapport intégral: Clare Bishop, Giacomo Branca, Robert Brinkman, Sumiter Broca, Concha Calpe, Lawrence Clarke, Jean-Marc Faurès, Günther Fischer, Theodor Friedrich, René Gommès, Ali Gürkan, David Hallam, Jippe Hoogeveen, Simon Mack, Michael Martin, Jorge Mernies, Rebecca Metzner, Miles Mielke, Nancy Morgan, Freddy Nachtergaele, Loganaden Naiken, CTS Nair, Nquu Nguyen, David Norse, Joachim Otte, Jan Poulisse, Terri Raney, Nadia Scialabba, Kostas Stamoulis, Henning Steinfeld, Peter Thoenes, Vivian Timon, Bruce Traill, Dat Tran, Jeff Tschirley, David Vanzetti, Ulf Wijkstrom et Alberto Zezza. La nature de leurs contributions est précisée dans les Remerciements du rapport intégral.

Les membres du Groupe de travail du domaine prioritaire de la FAO pour une Action interdisciplinaire sur les études prospectives mondiales ont commenté les diverses versions préliminaires.

Green Ink Ltd, sous la direction de Simon Chater, a assuré l'édition du texte, la mise en page et les illustrations. La traduction française a été réalisée par Catherine Richardson et Françoise Barber, et le texte a été révisé par Jacques Vercueil. La division de l'Information de la FAO était chargée de l'édition finale du texte et de l'impression.






# A propos de ce rapport

Ce rapport constitue la version abrégée des résultats de l'étude *World agriculture: towards 2015/2030* de la FAO. Il présente l'évaluation la plus récente de la FAO sur l'évolution à long terme de l'alimentation, la nutrition et l'agriculture, pêches et forêts comprises, au niveau mondial. Aboutissement d'une démarche interdisciplinaire impliquant la plupart des divisions et disciplines techniques de la FAO, il se place dans la tradition de ses études prospectives périodiques sur l'agriculture mondiale, dont la dernière a été publiée en 1995 (Alexandratos, 1995). Les éditions précédentes sont Alexandratos (1989), FAO (1981) et FAO (1970).

Les projections, réalisées de manière très détaillée, concernent environ 140 pays et 32 produits de la culture et de l'élevage (voir Appendice 1). Dans le cas de presque tous les pays en développement, les facteurs principaux contribuant à la croissance de la production agricole ont été identifiés et analysés séparément. Les critères d'augmentation de la productivité, comme la hausse du rendement des cultures et du poids d'abattage du bétail, ont été distingués des autres éléments de croissance comme la superficie cultivée et la taille des troupeaux. On a porté une attention spéciale sur les terres, qui ont été classées en cinq catégories pour l'agriculture pluviale plus une sixième pour la culture irriguée. Ce niveau de détail s'est avéré à la fois nécessaire et favorable à l'identification des principaux problèmes auxquels l'agriculture mondiale devra faire face au cours des 30 années à venir. Il a notamment aidé à discerner les contraintes locales en matière de production et de ressources, à évaluer les importations alimentaires requises par les divers pays et à jauger le degré de succès ou d'échec dans la lutte contre la faim et la sous-alimentation. Il a également été nécessaire de disposer de chiffres très détaillés pour rassembler l'expertise des spécialistes des diverses disciplines de la FAO, car l'analyse fait largement appel au jugement des spécialistes internes. Pour des raisons de place, entre autres, les résultats sont toutefois présentés au niveau régional et sectoriel, ce qui peut masquer des différences d'évolution entre les divers pays et produits. De même, les limites de place n'ont pas permis d'inclure les références aux nombreuses sources utilisées lors de la rédaction du présent rapport abrégé. On a donc uniquement mentionné les références aux sources statistiques et à celles des chiffres, tableaux et cartes; elles figurent en p. 96. On trouvera une liste complète des références dans le rapport technique non abrégé.

Ce rapport se caractérise aussi par sa démarche descriptive et non normative: ses suppositions et projections représentent l'avenir le plus probable mais pas nécessairement le plus souhaitable. Il observe par exemple que l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 – réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique d'ici 2015 – a peu de chances d'être atteint, alors que cela serait extrêmement souhaitable. De même, le rapport constate que l'agriculture va probablement continuer à s'étendre sur les terres humides et les forêts tropicales, ce qui serait sans aucun doute regrettable. En général, les projections présentées ne constituent donc pas des objectifs stratégiques de la FAO mais plutôt des bases pour l'action, pour lutter contre des problèmes actuels risquant de persister et de nouveaux problèmes risquant d'apparaître. On doit aussi souligner que ces projections ne sont en aucun cas des extrapolations de tendances. Bien au contraire, elles rassemblent une multitude d'hypothèses sur l'avenir et débouchent souvent sur des déviations considérables par rapport aux anciennes tendances.

Une évaluation à long terme de l'alimentation, la nutrition et l'agriculture mondiales pourrait aborder de multiples sujets, intéressant divers lecteurs selon le



pays, la région ou la question traitée. En tant qu'étude mondiale, cependant, ce rapport a dû être sélectif au niveau des sujets traités. L'accent est surtout mis sur la manière dont le monde se nourrira à l'avenir et ce qu'entraînera pour ses ressources naturelles la nécessité de produire plus d'aliments. L'année de base de l'étude est la moyenne sur trois ans de 1997-99 et les projections ont été faites pour les années 2015 et 2030. Le choix de 2015 permet d'évaluer si l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 – réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique – risque d'être atteint. Etendre l'horizon jusqu'à 2030 crée un laps de temps assez long pour pouvoir analyser les questions concernant les ressources de la planète – en d'autres termes, la capacité du monde à surmonter des degrés supplémentaires de dégradation des terres agricoles, de déboisement, de réchauffement du globe et de pénurie d'eau, en plus de l'augmentation de la pression démographique. Naturellement, le degré d'incertitude croît à mesure que l'horizon recule, et les résultats envisagés pour 2030 devront donc être interprétés avec plus de prudence que pour l'échéance 2015.

L'analyse se base entre autres sur les perspectives à long terme dressées par d'autres organismes. Les projections démographiques, par exemple, sont celles de l'Organisation des Nations unies (ONU) (évaluation 2000, variante moyenne – ONU, 2001), tandis que celles qui concernent les revenus reposent surtout sur les dernières projections de produit intérieur brut (PIB) de la Banque mondiale. La plupart des données sur l'agriculture sont tirées de la banque de données de la FAO (FAOSTAT), en date de juillet 2001. Ces hypothèses ayant une influence critique sur les résultats escomptés, il est important de noter qu'elles peuvent changer de manière considérable, même à court terme. Les données historiques, par exemple, et les projections démographiques et de croissance du PIB figurant dans l'étude de 1995 ont depuis fait l'objet de révisions souvent substantielles dans beaucoup de pays. La population mondiale projetée pour 2010 par l'étude de 1995 se montait par exemple à 7,2 milliards, alors qu'aujourd'hui l'ONU la chiffre à 6,8 milliards. De même, on estime actuellement que la population d'Afrique subsaharienne atteindra 780 millions d'ici 2010, contre 915 millions escomptés lors de l'étude de 1995. Les projections de PIB pour l'Afrique subsaharienne diffèrent aussi des évaluations de 1995: la croissance des revenus par habitant pour la période 1997-99 à 2015 est maintenant projetée à 1,8 pour cent par an, contre 0,7 pour cent dans l'étude de 1995 (sur la période 1988-90 à 2010). Finalement, les données historiques de la FAO sur la production, la demande et la consommation alimentaires par personne ont souvent été radicalement révisées pour toute la série chronologique à mesure que plus d'informations à jour étaient rendues disponibles.

Ce rapport présente tout d'abord l'évolution prévue, globalement et par grands groupes de produits, au niveau de la demande, de la production et des échanges agricoles mondiaux, et ses répercussions sur la sécurité alimentaires et la sous-alimentation. Il examine ensuite les questions principales soulevées par cette évolution: le rôle de l'agriculture dans le développement rural, la lutte contre la pauvreté, la croissance économique générale, ainsi que les effets de la mondialisation et de la libéralisation des échanges commerciaux. Sont abordées par la suite les questions de production et de politiques dans les secteurs des cultures, de l'élevage, de la foresterie et des pêches, en y incluant l'utilisation des ressources naturelles et la technologie agricole. Le rapport se termine par une évaluation des répercussions de la production agricole sur l'environnement, dont ses interactions avec les changements climatiques.